

*Propos recueillis par Bernard Wuthrich et Boris Busslinger*

## **Suisse-UE: «Un pas en avant, un en arrière»**

**Lundi, Ignazio Cassis était l'invité de la rédaction et a échangé avec des lecteurs du «Temps». Ensuite, le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères a évoqué l'actualité et les dossiers les plus brûlants en compagnie de nos journalistes**

Dans le cadre de ses 20 ans, Le Temps a convié ses lecteurs à une rencontre avec Ignazio Cassis. Face à une cinquantaine d'abonnés, le conseiller fédéral chargé des Affaires étrangères s'est prêté de manière ouverte au jeu des questions-réponses pendant plus d'une heure.

Une première pour le Tessinois, qui n'avait encore jamais participé à ce genre d'exercice. Les lecteurs ne l'ont pas ménagé: espionnage russe, affaire Khashoggi, AVS, Palestine, Brexit: le ministre a été confronté à toute l'actualité internationale. Avant de poursuivre son chemin vers Genève, où il était attendu pour les 70 ans de l'Union internationale pour la conservation de la nature, Ignazio Cassis nous a également accordé une brève interview sur ses dossiers les plus brûlants.

**Le Temps: Un accord avec l'Union européenne peut-il encore être trouvé cette année?**

Ignazio Cassis: L'espoir est toujours là. Mais il reste encore des obstacles à surmonter.

**Ce dossier donne l'impression que l'UE revient régulièrement avec de nouvelles revendications, est-ce le cas?**

Cela m'a d'ailleurs étonné au cours de ces négociations. Nous faisons un pas en avant, puis un pas en arrière, puis deux pas en avant, c'est un peu tout le temps comme ça. Il faut beaucoup de temps pour consolider les choses et clore un chapitre avant de passer au suivant.

**Les relations Suisse-UE et le dossier du Brexit se sont-ils rapprochés?**

Il s'agit de deux relations complètement différentes d'un point de vue juridique. Les Britanniques sont en train d'officialiser un divorce alors que nous sommes en train de consolider un concubinage. Nous ne voulons pas nous marier, mais juste accéder au marché intérieur de l'UE. Maintenant d'un point de vue politique, les deux dossiers sont étroitement liés. Certaines solutions techniques développées dans un dossier peuvent en effet être utilisées dans l'autre. Je pense par exemple au système de règlement des différends, qui pourrait être employé avec le Royaume-Uni comme avec la Suisse, ou encore à la recherche de certains équilibres analogues face à la puissance des places financières de Zurich et de Londres.

## **Pourrait-on avoir un problème dans le domaine de l'aviation?**

En cas de «no deal», si aucune prolongation pour chercher une solution n'intervient, la Grande-Bretagne quitterait l'UE en mars 2019. Si tel était le cas, nous devons nous assurer que les 150 vols par jour entre nos deux pays puissent continuer en avril. Pour cela, nous avançons de manière rapide sur un accord d'urgence, qui devrait par la suite être confirmé au parlement.

## **Autre question d'actualité: l'affaire Khashoggi. Quelle réaction du Conseil fédéral sur ce dossier?**

Nous avons déjà convoqué trois fois les responsables de l'ambassade d'Arabie saoudite en Suisse – la dernière fois aujourd'hui. Nous voulions tout d'abord obtenir des réponses quant à la disparition du journaliste, ce qui a été fait. Désormais, nous voulons savoir ce qui s'est passé et pourquoi cela s'est passé comme cela. Il est impératif d'obtenir plus de clarté sur ce dossier pour pouvoir maintenir des relations entre Etats fondées sur les droits de l'homme et le respect des êtres humains.

## **Pour terminer, nous voterons sur l'initiative sur l'autodétermination dans un mois. Pensez-vous que la population a bien compris les enjeux de cet objet?**

Il est rassurant de voir que le premier sondage a donné l'avantage au non. Dans le cas d'une initiative, c'est en effet souvent le contraire qui est observé. Il ne faut toutefois pas sous-estimer l'effet de surprise. Lors de l'initiative «Contre l'immigration de masse», les sondages avaient tout d'abord également prédit un non.